

ACTION URGENTE

UN MILITANT MENACÉ

Un universitaire qui s'est présenté au Parlement a reçu des menaces de mort quelques jours après l'enlèvement et l'homicide d'un autre militant. Rafael Cáceres a dénoncé le coup d'État qui a installé au pouvoir un nouveau gouvernement au Honduras au mois de juin.

Rafael Cáceres est le directeur adjoint de l'École des beaux-arts de Tegucigalpa, la capitale. Ce militant a dénoncé ouvertement le coup d'État du 28 juin, qui a chassé du pouvoir le président Manuel Zelaya. Il s'était présenté au Congrès pour l'un des partis d'opposition du pays, l'Unification démocratique.

Il a reçu une série de SMS sur son téléphone portable, provenant tous du même numéro. Le premier, daté du 11 juillet, était le suivant : « *Tu es sur la liste, sale chien.* » Le deuxième, arrivé le 19 octobre à 22 heures, contenait ce message : « *Tu es aussi sur la liste des enseignants que nous allons tuer.* » Le 20 décembre, il a reçu deux menaces successives, ce qui indique que l'expéditeur connaît ses habitudes quotidiennes. La première (« *Nous sommes déjà tout près* ») a été envoyée à midi et la deuxième (« *On t'attendra à El Sitio ce jeudi* ») est arrivée trois minutes plus tard. Rafael Cáceres doit traverser le quartier d'El Sitio chaque jour pour se rendre au travail et rentrer chez lui. Le 22 décembre, il a signalé les menaces dont il a fait l'objet au Service des enquêtes judiciaires de la police en fournissant tous les détails, notamment le numéro de téléphone depuis lequel elles étaient envoyées. Le 24 décembre, il a reçu le message suivant : « *On t'attend ces jours-ci.* » La dernière menace est arrivée le 30 décembre à 20 h 30 : « *On va t'attendre ces jours-ci, nous devons accomplir notre mission.* »

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- exhortez le chef du gouvernement *de facto* à diligenter une enquête approfondie et impartiale sur les menaces proférées à l'encontre de Rafael Cáceres ;
- priez-le de prendre des mesures immédiates afin que cet homme bénéficie de la protection nécessaire, dans le respect de ses souhaits.

VEUILLEZ ENVOYER VOS APPELS AVANT LE 17 FEVRIER 2010 :

Chef du gouvernement *de facto* :

Roberto Micheletti

Casa Presidencial

Boulevard Juan Pablo Segundo

Palacio José Cecilio del Valle

Tegucigalpa, Honduras

Fax : +504 239 32 98 (ce numéro

n'est peut-être pas fiable ; veuillez

envoyer vos appels par courrier

également)

Formule d'appel : *Estimado Sr.*

Micheletti, / Monsieur,

Copies à :

ONG :

Comité de Familiares de Detenidos
Desaparecidos en Honduras (COFADEH)

Barrio La Plazuela, Avenida Cervantes,

Casa No. 1301

Apartado Postal 1243

Tegucigalpa, Honduras

Fax : +504 220 5280

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Honduras dans votre pays. Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

UN MILITANT MENACÉ

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Le président démocratiquement élu du Honduras, José Manuel Zelaya Rosales, a été chassé du pouvoir le 28 juin par un groupe de responsables politiques soutenus par l'armée et emmenés par Roberto Micheletti, alors président du Congrès national. Le pays est en proie à des troubles de grande ampleur depuis lors, et de nombreux affrontements ont opposé l'armée et la police à des citoyens qui manifestaient. Selon des sources locales, au moins 10 personnes seraient mortes dans des circonstances troubles depuis le 28 juin. Les défenseurs des droits humains sont soumis à des pressions croissantes depuis le coup d'État. L'un d'entre eux, Walter Tróchez, a été abattu depuis un véhicule en marche le 13 décembre alors qu'il rentrait chez lui à pied en traversant le centre de Tegucigalpa. Il a été emmené à l'hôpital mais il est décédé peu après. Il a peut-être été pris pour cible en raison de son action en faveur des droits humains.

Walter Trochez avait déclaré à Amnesty International le 11 décembre qu'il avait échappé à une tentative d'enlèvement une semaine auparavant, après avoir été frappé et menacé pendant plusieurs heures par des hommes masqués. Ceux-ci l'avaient interrogé au sujet de personnes s'opposant aux autorités qui ont été installées au pouvoir lors du coup d'État.

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez consulter le communiqué de presse demandant l'ouverture d'une enquête sur l'enlèvement et le meurtre de Walter Tróchez.

<http://www.amnesty.org/fr/news-and-updates/news/honduras-must-launch-full-investigation-death-human-rights-campaigner-20091215>

Vous pouvez également vous référer au rapport intitulé *Honduras: Human Rights Crisis Threatens as Repression Increases*, disponible en anglais à l'adresse suivante : <http://www.amnesty.org/fr/library/info/AMR37/004/2009/en>.

AU 02/10, AMR 37/001/2010, 6 janvier 2010

AMNESTY
INTERNATIONAL

